



**RETURN BIDS TO:**

**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions  
- TPSGC**

**11 Laurier St. / 11, rue Laurier**

**Place du Portage, Phase III**

**Core 0B2 / Noyau 0B2**

**Gatineau**

**Quebec**

**K1A 0S5**

**Bid Fax: (819) 997-9776**

**SOLICITATION AMENDMENT**

**MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

**Comments - Commentaires**

**Vendor/Firm Name and Address**

**Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Information Mgmt/Info Tech Projects Div II/Division  
des projets de Gestion de l'Information/Technologie de  
l'Information II

Portage III 12C1 - 11 Laurier St

Portage III 12C1 - 11, rue Laurier

Gatineau

Quebec

K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> DRMIS PROF SVCS FOLLOW-ON SUPPORT	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> W8474-126279/F	<b>Amendment No. - N° modif.</b> 004
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> W8474-126279	<b>Date</b> 2016-01-19
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$\$XT-003-29683	
<b>File No. - N° de dossier</b> 003xt.W8474-126279	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2016-02-05</b>	
<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Eastern Standard Time EST	
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Tieu, Vinh	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 003xt
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (819) 956-7848 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> ( ) -
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> Specified Herein - Précisé dans les présentes	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

**S'IL VOUS PLAÎT VOIR LA PIÈCE JOINTE AFIN DE VISIONER LA  
MODIFICATION 004 À L'INVITATION W8474-126279/F**

**POUR LA FOURNITURE DE SERVICES PROFESSIONNELS POUR LE SYSTÈME  
D'INFORMATION DE GESTION DES RESSOURCES DE LA DÉFENSE (SIGRD) POUR LE  
MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE  
ET POUR LE SYSTÈME SIGMA POUR LE SYSTÈME SIGMA POUR TRAVAUX PUBLICS ET DES  
SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA**

**N° DE L'INVITATION W8474-126279/F  
MODIFICATION 004**

Cette modification contient les sections suivantes :

1. Ensemble de questions et réponses (3)
2. Modifications à la Demande de Proposition

**Section 1 : Ensemble de questions et réponses (3)**

À noter que les questions d'éclaircissement sont numérotées par ordre à leur arrivée à TPSGC. Une question et sa réponse seront affichées par Achatsetventes lorsque la réponse sera disponible. Les répondants éventuels sont donc avisés que les questions et réponses ne seront pas nécessairement affichées par Achatsetventes dans l'ordre. Les questions suivantes ont été reçues. Conformément à l'article 13 du document 2003 Instructions uniformisées – Biens ou services – besoins concurrentiels (2015-07-03), qui a été intégré dans la DS conformément à l'article 1 de partie 2 de ladite DS, les questions et leurs réponses sont fournies à tous les soumissionnaires éventuels comme suit :

Q19. Concernant la section 3.1 e) sur les coentreprises :

À la section 3.1 e), on indique que les coentreprises peuvent soumissionner et, à la section (iii), on peut lire ce qui suit : « Les membres de la coentreprise ne peuvent cependant pas mettre en commun leurs capacités pour répondre à un critère technique donné de la présente demande de soumissions. ***Un membre de la coentreprise peut néanmoins mettre sa propre expérience en commun avec celle de la coentreprise.*** »

De l'avis du soumissionnaire, compte tenu des exigences et de la complexité accrue attribuable à la structure de coentreprise, les coentreprises ne devraient pas être autorisées à soumissionner. Le Canada a récemment déclaré qu'il envisageait de ne pas permettre aux coentreprises de soumissionner des DP de complexité semblable, et le soumissionnaire a encouragé le Canada à interdire aux coentreprises de soumissionner. Or, pour ces mêmes raisons, nous suggérons au Canada d'adopter la même approche dans le cas présent. Si le Canada ne change pas d'avis, nous lui recommandons alors de tenir compte de l'expérience de la coentreprise uniquement et non du membre de la coentreprise, car cette situation désavantage l'entrepreneur qui a recours à un sous-traitant principal, car l'expérience de ce dernier n'est pas reconnue. Nous sommes d'avis que la structure contractuelle d'un soumissionnaire ne devrait pas l'avantager et, selon nous, le texte actuel de la DP permet à une coentreprise de recourir à de plus vastes ensembles d'expérience pour répondre aux exigences.

Le Canada empêchera-t-il aux coentreprises de soumissionner? Sinon, le Canada pourrait-il tenir compte uniquement de l'expérience de la coentreprise pour répondre aux exigences?

R19. Non. Le Canada a étudié la demande et n'empêchera pas les coentreprises de soumissionner.

Non. Le Canada a étudié la demande et n'obligera pas les coentreprises à n'utiliser que l'expérience de la coentreprise pour répondre aux besoins.

Q21. Source de la question : Question n° 1 sur la modification 001

Dans sa réponse à la question n° 1 publiée le 23 décembre, le Canada a répondu ce qui suit : « Cette clause est incluse dans le cas où il n'y aurait qu'un soumissionnaire conforme. Aucun changement ne sera apporté à la clause ou à l'invitation à la suite de cette demande. » Comme le souligne la question initiale, d'après l'expérience du soumissionnaire, les clauses relatives au « meilleur client » ne sont habituellement pas incluses lorsque le prix du soumissionnaire est établi à la suite d'un processus d'approvisionnement concurrentiel et, si elles sont incluses, elles ne sont appliquées que pour les nouveaux tarifs ou les prix qui n'ont pas fait l'objet du processus concurrentiel. En pareil cas, le soumissionnaire présentera une soumission pour répondre aux exigences techniques et proposera une grille tarifaire en supposant qu'il n'existe aucune autre soumission recevable et que le Canada obtiendra les prix concurrentiels proposés, peu importe le résultat du processus d'évaluation effectué par le Canada. Si le soumissionnaire est sélectionné, il ne connaîtra probablement jamais le nombre de soumissions recevables présentées ni la note accordée à chacune et sera tenu, en raison du processus concurrentiel auquel il participe, de proposer des tarifs concurrentiels. Pour cette raison, nous comprenons mal pourquoi le Canada estime qu'il doit inclure cette clause « dans le cas où il n'y aurait qu'un soumissionnaire conforme », car nous croyons que si cela était le cas, le prix proposé dans la soumission recevable serait, en raison du processus mené par le Canada, concurrentiel.

Nous demandons au Canada de préciser pourquoi il estime qu'une clause relative au meilleur client est nécessaire et d'expliquer les circonstances dans lesquelles cette clause serait appliquée (p. ex. introduction de nouveaux tarifs après le contrat initial) de manière à nous permettre d'évaluer les répercussions de cette clause sur notre capacité à soumissionner. Nous tenons à souligner que ce contrat fait l'objet d'une nouvelle demande de propositions et que, dans le dernier contrat relatif à ces services, le Canada avait limité l'application de la clause du meilleur client aux nouveaux tarifs ajoutés à la grille tarifaire après l'attribution.

R21. La clause est incluse au cas où une soumission recevable est reçue et s'applique à tous les prix/taux de la soumission.

Q22. Demande de report de la date de clôture de la DP sur le SIGRD (W8474-126279/F)

Pour répondre à la demande de propositions pour le SIGRD, un soumissionnaire doit satisfaire à huit exigences obligatoires et onze exigences et peut devoir présenter jusqu'à douze références d'entreprise. Il s'agit d'une énorme tâche qu'il est impossible d'effectuer dans les délais prévus, particulièrement compte tenu du fait que bon nombre de personnes-ressources requises (à l'interne et à l'externe) n'étaient pas disponibles pour la tenue de consultations ou pour confirmer les critères essentiels durant la récente période des Fêtes. Nous demandons respectueusement que la date de clôture soit reportée au 29 février 2016 afin de pouvoir fournir une réponse conforme et complète.

Nous demandons respectueusement que la date de clôture soit reportée au 29 février 2016 afin de pouvoir fournir une réponse conforme et complète.

R22. Non. Le Canada a examiné la demande de report. Veuillez vous reporter à la modification 002, dans laquelle la date de clôture de la demande de propositions est reportée au 5 février 2015.

Q23. Le critère O1 de la pièce jointe A – Critères d'évaluation technique exige que le soumissionnaire démontre son expérience dans le cadre de deux contrats pour des clients distincts portant sur deux solutions SAP intégrées différentes, y compris tous les travaux effectués sur le site du client. Les critères obligatoires – Organisation O2 à O4 s'ajoutent au critère O1, exigeant pour les deux contrats :

- une durée minimale de 36 mois consécutifs au cours des 96 derniers mois;
- un minimum de 35 ressources à temps plein;
- une valeur contractuelle minimale de 20 M\$.

Le fait de limiter la capacité des soumissionnaires d'utiliser des contrats conclus avec des clients qui ont été honorés en totalité ou en partie par l'intermédiaire d'un centre de prestation de services, en combinaison avec les critères O1 à O4, impose un seuil de conformité déraisonnablement élevé, ce qui restreint indûment la concurrence. Nous tenons à appuyer notre demande en rappelant que nous sommes un important impartiteur d'intégration des systèmes, de technologie de l'information et de traitement opérationnel menant des activités à l'échelle mondiale. Notre entreprise est certifiée SAP et a réalisé dans le monde entier plus de 300 projets d'intégration du système SAP. Parmi ces 300 projets pouvant être cités à titre de références, aucun ne répond à la totalité des critères O1 à O8.

En outre, les mesures nécessaires à la réalisation d'un projet d'intégration de SAP à partir d'un centre de prestation de services (p. ex. gestion de projet, dotation, évaluation et établissement de rapports) concordent avec les mesures nécessaires à la réalisation d'un projet d'intégration de SAP à partir du site du client. Il n'y a donc pas de fondement au fait de refuser les références de contrats conclus avec des clients qui ont été honorés par l'intermédiaire d'un centre de prestation de services aux fins du processus de qualification.

Nous demandons respectueusement à l'État de supprimer la restriction des critères d'évaluation O1 et O5, indiquant que tous les travaux doivent avoir été réalisés sur le site du client.

R23. Non. Le Canada a étudié votre demande et l'exigence demeure inchangée.

Q24. Bien que l'État ait rejeté deux demandes visant à reporter la date de clôture de la demande de propositions établie dans la modification 002, nous aimerions faire une troisième demande visant à reporter la date de clôture de la demande de propositions au 4 février. La justification qui sous-tend cette demande est que les critères obligatoires O1 à O8 obligent notre entreprise à étudier les références de projets réalisés à l'échelle mondiale, ce qui s'est avéré difficile à coordonner pendant la période des Fêtes. De plus, sont jointes au présent appel des demandes supplémentaires liées aux critères obligatoires – Organisation, qui exigeront que l'État consacre du temps additionnel à l'évaluation en vue de prendre une décision.

R24. Non. Le Canada a examiné la demande de report. Veuillez vous reporter à la modification 002, dans laquelle la date de clôture de la demande de propositions est reportée au 5 février 2015.

Q25. Nous demandons officiellement un report de trois semaines (soit jusqu'au jeudi 11 février 2016), compte tenu de la quantité considérable d'efforts et de références de clients qu'il faut fournir afin de soumettre une proposition conforme et de qualité. Comme cette demande de propositions a été publiée juste avant la période des Fêtes, de nombreuses entreprises menaient leurs activités avec un nombre minimal d'employés entre le 24 décembre et le 4 janvier. Le nombre de jours civils réellement mis à la disposition des soumissionnaires est beaucoup moins élevé que le minimum requis pour préparer des propositions qui sont soumises à des accords commerciaux. Le Guide des approvisionnements du gouvernement du Canada, Chapitre 4, Section 4.75.5, Établissement de la période de la demande de soumissions, stipule ce qui suit :

*La date de clôture d'une demande de soumissions doit tenir compte de la complexité du marché et de la proportion prévue du travail sous-traité. Le temps accordé doit être suffisant pour permettre au fournisseur d'obtenir la demande de soumissions et, s'il y a lieu, tout document supplémentaire, et de préparer et soumettre son offre.*

*Pour les achats qui sont assujettis à l'ALENA et(ou) à l'AMP-OMC, les périodes suivantes s'appliquent : Dans le cas des procédures des appels d'offres ouverts, la période de réception des soumissions ne doit pas être inférieure à 40 jours civils à partir de la date de publication de l'avis de projet de marchés (APM) sur le Service électronique d'appels d'offres du gouvernement (SEAOG).*

- R25. Non. Le Canada a examiné la demande de report. Veuillez vous reporter à la modification 002, dans laquelle la date de clôture de la demande de propositions est reportée au 5 février 2015.
- Q26. En ce qui a trait au processus décrit dans la section 4.3 c) ii) de la DP portant sur la sélection aléatoire, nous croyons que ce processus ne contribue pas à l'évaluation globale des soumissions et qu'il pourrait être contraire aux intérêts de l'État. Tout particulièrement, puisque l'évaluation financière est fondée sur le calcul d'une médiane avec une limite inférieure et supérieure de la bande médiane, il semble que cela serait sensé d'inclure tous les taux dans l'évaluation financière. Si certains taux ne sont pas évalués, il pourrait être possible que des taux en dehors de la limite supérieure de la bande médiane ne soient pas évalués. Selon nous, cela n'est pas dans l'intérêt de l'État. Pourriez-vous expliquer pourquoi vous avez inclus une sélection aléatoire? Ou, si l'État est d'accord avec notre analyse, veuillez supprimer cette étape de l'évaluation financière.
- R26. En sélectionnant les catégories de ressources de façon aléatoire, le Canada croit que cette approche permettra une tarification fondée sur le marché. Le Canada a étudié votre demande et l'exigence demeure inchangée.
- Q28. Dans la modification 003 A8., le Canada a répondu qu'il sélectionnerait aléatoirement un échantillon représentatif parmi les 107 catégories de ressources afin de créer un sous-ensemble aux fins d'évaluation financière avant la clôture des soumissions.
- Si trois soumissions ou plus sont déclarées recevables, les catégories de ressources (sous-ensemble) sélectionnées aléatoirement et chaque période recevront des points comme décrit dans l'article 4.3 (A) (B) et (C). Il n'est pas clair si ce sous-ensemble sera un échantillon représentatif des 107 catégories de ressources qui sera sélectionné une (1) fois et évalué pour les six (6) périodes établies dans la fiche des tarifs OU si un sous-ensemble différent des 107 catégories de ressources sera sélectionné en vue de l'évaluation pour chaque période de temps établie dans la fiche des tarifs.
- Le Canada peut-il clarifier ce point?
- R28. Le Canada confirme qu'aux fins d'évaluation, le sous-ensemble sélectionné de façon aléatoire sera un échantillon représentatif des 107 catégories de ressources qui sera sélectionné une (1) fois et évalué pour les six (6) périodes établies dans l'annexe B.
- Q29. Sous le critère C7 de la Pièce jointe A, on indique qu'il faut démontrer son expérience dans la mise en œuvre de six technologies émergentes pendant six mois consécutifs. Étant donné qu'il s'agit de nouvelles technologies dans plusieurs cas et qu'il faut relativement peu de temps pour mettre en œuvre ces ensembles et modules, l'État pourrait-il modifier l'exigence de manière à ce que les soumissionnaires puissent démontrer l'utilisation de cinq des six technologies émergentes et ramener la note à 18 points pour chacun de ceux-ci?
- R29. Le Canada a étudié votre demande. Le critère C7 vise la conception, développement et la mise en œuvre d'au plus six technologies émergentes pour une période de six mois

consécutifs par technologie à tout moment pendant les 36 mois. Si le soumissionnaire fait la démonstration de cinq technologies parmi les six, il obtiendrait 75 des 90 points. Veuillez voir modification de la Pièce jointe A.

- Q30. Veuillez confirmer que l'APPENDICE A À LA PIÈCE JOINTE A – Tableau de réponses à la description de contrat, dans lequel on indique que chaque description de contrat devrait compter deux pages ou moins, ne vise pas à inclure les réponses à toutes les exigences obligatoires et cotées que l'on pourrait vouloir démontrer dans le cadre du contrat. Par exemple, un contrat peut servir à démontrer le respect des exigences O1 – O4 et des exigences C9 et C11, auquel cas la démonstration par écrit du respect de ces exigences sera fournie dans différentes parties de la réponse du soumissionnaire, et non dans le modèle de deux pages.
- R30. Oui. Le tableau de réponses est inclus pour donner un sommaire du contrat, par contre, de l'information supplémentaire est requise afin de rencontrer les critères d'évaluation.
- Q31. Sous le critère C7 de la Pièce jointe A, on demande six mois consécutifs d'expérience, acquise au cours des 36 derniers mois, dans la mise en œuvre des technologies SAP émergentes. Puisqu'il s'agit de technologies assez récentes, certaines d'entre elles n'ont même pas été largement utilisées pendant une période complète de 36 mois, et il faut peu de temps pour les mettre en œuvre. L'État pourrait-il envisager de modifier cette exigence de manière à accorder la totalité des points pour démontrer la mise en œuvre de cinq des six technologies SAP?
- R31. Veuillez voir réponse A29.
- Q32. Veuillez confirmer que les Conditions générales 1031-2 (2012-07-16) – Principes des coûts contractuels, s'appliquent uniquement aux articles 7.10 (a) (iii) et 8.9 (a) (iii) Taux de traitement quotidiens fermes supplémentaires.
- R32. Non. Le Canada peut négocier avec les soumissionnaires concernant n'importe quel aspect de leur soumission.
- Q33. En ce qui concerne l'article 7.26 – Services de transition, et l'article 8.23 – Services de transition, l'entrepreneur ne fournira pas une solution à prix fixe mais plutôt un bassin de ressources en fonction du temps et des matériaux (conformément à la Base de paiement) pour aider le client à assurer la maintenance de ses applications. Compte tenu de cette entente contractuelle, qui permet uniquement le recouvrement des coûts selon les heures travaillées par les experts-conseils dans le cadre des autorisations de tâches, est-ce que l'État pourrait modifier la clause susmentionnée pour préciser que les services de transition à la fin de la période du contrat feront l'objet d'une autorisation de tâches? Cela permettra un recouvrement des coûts raisonnable par l'entrepreneur pour les besoins de transition déterminés par l'État.
- R33. Le contrat est centré sur les tâches et, ainsi, tous les travaux à réaliser seront autorisés par l'émission d'autorisations de tâches, y compris des services de transition au besoin.

## **Section 2 : Modifications à la Demande de Proposition:**

1. **SUPPRIMER :** Pièce Jointe A – Critères D'évaluation Technique
- INSÉRER :** Pièce Jointe A – Critères D'évaluation Technique – révision 001

**LES AUTRES MODALITÉS DEMEURENT INCHANGÉES**

# Attachement A – CRITÈRES D'ÉVALUATION TECHNIQUE

Les propositions techniques de l'entreprise seront évaluées et notées conformément aux critères d'évaluation mentionnés ci-dessous.

Les soumissionnaires devraient remplir l'annexe A de l'attachement A – Tableau de réponses à la description du contrat. Ils doivent fournir un maximum de douze (12) contrats séparés et distincts réalisés par l'entreprise qui seront évalués en regard de chaque critère obligatoire et de chaque critère noté à respecter. Si le soumissionnaire fournit plus de 12 contrats, le Canada choisira les 12 premiers fournis aux fins de l'évaluation du soumissionnaire. Chaque expérience listée doit inclure le mois et l'année pour le début et la fin du projet, et devrait inclure le jour. Si le jour n'est pas fourni, le dernier jour du mois sera utilisé pour déterminer le début de l'expérience et le premier jour du mois sera utilisé pour déterminer la fin de l'expérience durant l'évaluation.

Critère	Critères obligatoires pour l'entreprise	Réponse du soumissionnaire (svp indiquer la section ou numéro de la page)
O1	<p>Le soumissionnaire doit clairement démontrer son expérience à titre d'entrepreneur principal dans la prestation d'un soutien en service stable, tel que défini à la section 2.1.1 des annexes A-1 et A-2. Énoncé des travaux, qui rencontrent les exigences suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) dans le cadre de deux (2) contrats pour des clients distincts portant sur deux (2) solutions SAP intégrées différentes;</li> <li>b) pour chaque contrat, chaque solution SAP intégrée doit avoir comporté au moins quatre (4) modules SAP, dont au moins un (1) module de gestion des fonds, de maintenance de l'installation ou de gestion du matériel;</li> <li>c) tous les travaux doivent avoir été réalisés aux installations du client (c.-à-d., sans faire appel à un centre de prestation de services).</li> </ul>	
O2	Le soumissionnaire doit clairement démontrer que les deux contrats visés au critère O1 portaient sur des travaux d'une durée minimale de 36 mois consécutifs au cours des 96 mois suivant la date de clôture de l'appel d'offres.	
O3	Le soumissionnaire doit clairement démontrer que chaque contrat visé au critère O1 exigeait au moins 35 ressources à temps plein, tel que défini à l'annexe F – Définitions, travaillant en même temps, de manière continue, pendant une période d'au moins 30 mois.	
O4	Le soumissionnaire doit clairement démontrer que chaque contrat visé au critère O1 devait avoir une valeur minimale de 20 M\$, avant taxes, en ce qui concerne seulement la période de 36 mois des services professionnels.	
O5	Le soumissionnaire doit clairement démontrer son expérience à titre d'entrepreneur principal	



	<p>dans le cadre de deux (2) contrats distincts d'une durée minimale de 24 mois chacun où il avait les responsabilités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) conception, développement et mise en œuvre d'une nouvelle solution SAP intégrée, tel que défini à l'annexe F – Définition, au moyen de SAP Enterprise Central Component (ECC) 6.0 ou d'une version plus récente;</li> <li>b) tous les travaux précités doivent avoir été réalisés aux installations du client (c.-à-d., sans faire appel à un centre de prestation de services).</li> </ul>	
O6	<p>Le soumissionnaire doit clairement démontrer que chaque contrat visé au critère O5 a nécessité au moins 40 ressources à temps plein, tel que défini à l'annexe F – Définitions, en même temps et de manière continue pendant une période de 18 mois.</p>	
O7	<p>Le soumissionnaire doit clairement démontrer que chaque contrat visé au critère O5 devait avoir une valeur minimale de 20 M\$, avant taxes, en ce qui concerne seulement la période de 24 mois des services professionnels.</p>	
O8	<p>Le soumissionnaire doit clairement démontrer son expérience dans le cadre d'un (1) des contrats visés aux critères O1 ou O5 dans l'intégration de ressources, tel que défini à l'annexe F – Définitions, qui comprenait:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) intégration d'au moins 35 ressources dans une période de trois (3) mois consécutifs;</li> <li>b) maintien en poste de 35 ressources intégrées pendant une période d'au moins six (6) mois consécutifs.</li> </ul>	

Critère	Critères cotés	Nombre maximal de points	Guide de cotation
C1	<p>Outre les contrats cités au critère O1, le soumissionnaire doit clairement démontrer son expérience à titre de principal entrepreneur dans le cadre de la prestation d'un soutien en service stable, tel que défini à la section 2.1.1 des annexes A-1 et A-2, Énoncé des travaux, pour des solutions SAP intégrées, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) au moins quatre (4) modules SAP, dont au moins un (1) module de gestion des fonds, de maintenance des installations ou de gestion du matériel;</li> <li>b) au moins 36 mois consécutifs dans les 96 mois suivant la date de clôture de l'appel d'offres;</li> <li>c) tous les travaux précités doivent avoir été réalisés aux installations du client (c.-à-d., sans faire appel à un centre de prestation de services).</li> </ul>	60	<p>0 contrat additionnel = 0 point</p> <p>1 contrat additionnel = 20 points</p> <p>2 contrats additionnels = 40 points</p> <p>3 contrats additionnels = 60 points</p>
C2	Le soumissionnaire doit clairement démontrer son expérience dans la fourniture de plus de 35 ressources à temps plein, tel que défini à l'annexe F – Définitions, travaillant en même temps à la prestation d'un soutien en service stable dans le cadre des contrats visés au critère O1.	75	<p>de 1 à 35 ressources = 0 point</p> <p>de 36 à 50 ressources = 25 points</p> <p>de 51 à 74 ressources = 50 points</p> <p>75 ressources ou plus = 75 points</p>
C3	<p>Outre les contrats visés au critère O5, le soumissionnaire doit clairement démontrer son expérience à titre de principal entrepreneur où il avait la responsabilité de toutes les tâches suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) conception, développement et mise en œuvre d'une nouvelle solution SAP intégrée, tel que défini à l'annex F- Définitions, au moyen de SAP Enterprise Central Component (ECC) 6.0 ou d'une version plus récente;</li> <li>b) tous les travaux précités doivent avoir été réalisés aux installations du client (c.-à-d., sans faire appel à un centre de prestation de services).</li> </ul>	60	<p>0 contrat additionnel = 0 point</p> <p>1 contrat additionnel = 20 points</p> <p>2 contrats additionnels = 40 points</p> <p>3 contrats additionnels = 60 points</p>
C4	<p>Les modules SAP conçus, développés et mis en œuvre dans le cadre des contrats visés aux critères O5 et C3 devaient inclure au moins un des modules suivants ou une des applications suivantes :</p> <p>forces de défense et secteur public (DFPS);</p> <p>gestion des fonds (FM);</p> <p>biens immobiliers-FX (RE-FX);</p> <p>entrepôt d'entreprise SAP (SAP BW);</p> <p>déroulement des processus SAP.</p>	50	<p>0 module/application = 0 point</p> <p>1 module/application = 10 points</p> <p>2 modules/applications = 20 points</p> <p>3 modules/applications = 30 points</p> <p>4 modules/applications = 40 points</p> <p>5 modules/applications = 50 points</p>

C5	Les contrats visés aux critères O1 et O5 doivent avoir été réalisés et livrés au Canada.	30	0 contrat = 0 point 1 contrat = 10 points 2 contrats = 20 points 3 contrats = 30 points
C6	Les contrats visés aux critères O1 et O5 doivent avoir été réalisés pour une organisation militaire.	30	0 contrat = 0 point 1 contrat = 10 points 2 contrats = 20 points 3 contrats = 30 points
C7	Le soumissionnaire doit clairement démontrer son expérience à titre de principal entrepreneur dans la conception, développement et mise en œuvre des technologies SAP émergentes suivantes pendant au moins six (6) mois consécutifs chacun dans les 36 mois suivant la clôture de l'appel d'offres : <ul style="list-style-type: none"> <li>• HANA;</li> <li>• Fiori;</li> <li>• BusinessObjects 4.1 ou version plus récente;</li> <li>• EPM;</li> <li>• GRC;</li> <li>• SAP Fraud Management pour le secteur public.</li> </ul>	90	15 points pour chaque module de technologie émergente citée
C8	Pour chaque contrat visé au critère O1, le soumissionnaire doit clairement démontrer qu'il a fourni de manière constante les ressources dotées des qualifications nécessaires dans les délais exigés, conformément à chaque contrat.	40 points	0 contrat = 0 point 1 contrat = 20 points 2 contrats = 40 points
C9	Le soumissionnaire doit démontrer son expérience dans au moins un (1) des contrats visés aux critères O1 ou O5, où il devait gérer le contrat pour chacun des éléments suivants. Pour chaque élément, décrire le processus suivi : <ol style="list-style-type: none"> <li>déterminer, sélectionner et déployer la ressource appropriée en temps opportun, conformément au calendrier du client;</li> <li>gérer les pratiques d'assurance de la qualité en ce qui concerne la fourniture des ressources;</li> <li>gérer les pratiques pour s'assurer de la disponibilité et du remplacement des ressources;</li> <li>gérer le processus en place de renvoi des problèmes au palier supérieur et de résolution des différends dans l'organisation du soumissionnaire et dans l'organisation du client.</li> </ol>	40 points	0 contrat = 0 point 1 contrat = 20 points 2 contrats = 40 points
C10	Le soumissionnaire doit clairement démontrer qu'il a fourni les services visés dans le cadre de chaque contrat cité au critère O5 dans le respect du budget, du calendrier et de la portée prévus.	40 points	0 contrat = 0 point 1 contrat = 20 points 2 contrats = 40 points
C11	Le soumissionnaire doit clairement démontrer son expérience dans la gestion des contrats, notamment dans le cadre	60 points	10 points pour chaque puce et un maximum de

	<p>des exercices de rationalisation des systèmes et de modification apportée aux processus opérationnels, pour de grandes* organisations complexes, tel que définis à l'annexe F - Définitions. Nous examinons seulement un contrat s'il avait une valeur minimale de 5 millions de dollars pendant une durée d'un (1) an.</p> <p>Pour chaque contrat, le soumissionnaire doit :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>a) décrire cinq (5) facteurs importants tenant lieu de facteurs contributifs clés ou de facteurs nuisibles clés lors de l'exercice de rationalisation ou de réduction des systèmes;</li><li>b) décrire les recommandations formulées à l'organisation cliente pour améliorer les processus opérationnels;</li><li>c) expliquer les résultats obtenus et démontrer les économies réalisées par l'organisation cliente.</li></ul>		2 contrats
	<b>Nombre maximum de points disponibles :</b>	<b>575</b>	